

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

En octobre 2025, les affrontements se sont poursuivis dans la quasi-totalité des territoires de la province, ainsi que les représailles contre des civils, soupçonnés de liens avec des groupes rivaux. Ce qui a entraîné des déplacements forcés, des violations graves et abus de droits humains.

Territoire de Nyiragongo et ville de Goma :

- Intensification des exactions d'un groupe armé contre des civils accusés de collusion avec d'autres groupes armés présents dans le parc, accompagnées de meurtres, d'enlèvements, de tortures et d'autres traitements inhumains.
- Des groupes armés ont multiplié des attaques contre les positions d'un groupe armé dans les quartiers périphériques de Mugunga, Mudja et Kiziba, accentuant le sentiment d'insécurité et les risques d'extension.

Territoire de Masisi :

- Intensification des combats entre un groupe armé et une coalition de groupes armés, notamment dans les groupements Bapfuna, Banyungu, Buabo, Bashali-Kaembe et Bashali-Mukoto. Au total, 37 affrontements ont été enregistrés entre ces deux groupes armés au mois d'octobre.
- Attaque des positions d'un groupe armé par les FARDC à Bashali-Mukoto et Bapfuna.
- Ces affrontements auraient provoqué de nouveaux déplacements forcés vers des zones jugées plus sûres.
- Utilisation de civils par les groupes armés pour le transport de matériel militaire, les exposant à des attaques, enlèvements et violences sur l'axe Masisi Centre et Mweso.

Territoire de Rutshuru :

- Multiplication des attaques entre des groupes armés dans les agglomérations de Kiwanja, Rutshuru, Mushebeshe, Kayetsi, Rushovu et Kasave, causant des meurtres, pillages et maisons incendiées.
- Près de 17 incursions de groupes armés signalées près du parc des Virunga (Busanza, Tongo, Bambu, Bukombo, Binza, Kihondo, Mutanda), accompagnées de pillages et violences contre les civils.
- À Kashalira, des éléments d'un groupe armé ont pillé des biens personnels et enlevé des civils, alimentant les tensions communautaires.

Territoires de Lubero :

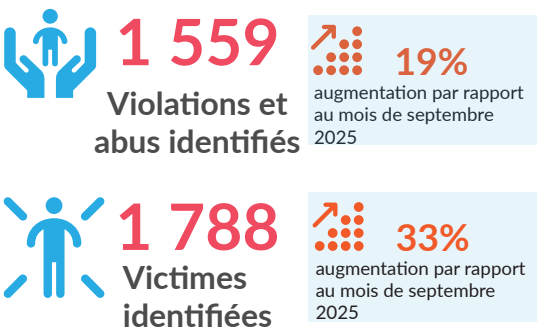
- Intensification des attaques d'un groupe armé sur l'axe Mangurujipa, avec 11 attaques signalés en octobre dans les groupements Bapakombe, Bareje, Manzia et Bulengya.
- Les éléments de ce groupe armé, actifs dans les zones agricoles, limitent l'accès aux champs, aggravant les restrictions de mouvement, la pénurie alimentaire et la hausse des prix dans ces localités.

Territoires de Walikale :

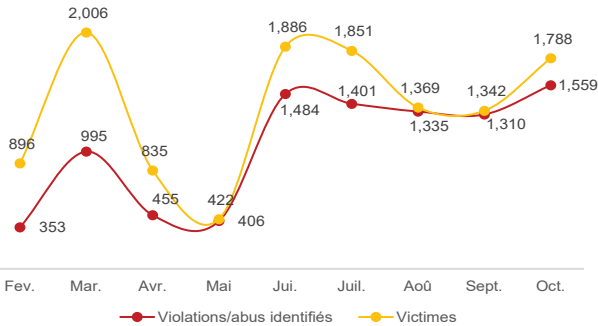
- Intensification des attaques de la coalition de plusieurs groupes armés contre un groupe armé dans les localités de Kashebere, Kibati, Mungazi, Mpeti, Buhaya et Mera, entraînant une dégradation de la situation de protection et des déplacements forcés.
- Renforcement des positions par des groupes armés rivaux sur l'axe Kashebere-Mpeti, avec utilisation de civils pour le transport de matériel militaire, les exposant directement aux attaques.
- Représailles violentes dans le groupement Kisimba (Walikale), accompagnées de meurtres, viols et agressions, ciblant des civils accusés de collaboration présumée avec des groupes armés.

PRINCIPALES TENDANCES

Chiffres clés d'octobre 2025



Evolution mensuelle en 2025



- Localités affectées** : En octobre 2025, **24** zones de santé ont été couvertes. Masisi concentre la majorité des violations (45 %), suivi de Rutshuru (15 %) et Beni (14,6 %), avec une hausse globale de **19 %** des violations dans la province. Les augmentations les plus marquées sont observées à Masisi (+71 %), Rutshuru (+18%), Nyiragongo (+69%). La couverture reste limitée, notamment à Walikale (une seule zone couverte) et l'absence de couverture à Butembo et Beni-ville en raison des contraintes sécuritaires et de la capacités insuffisantes des acteurs.
- Incidents majeurs** : À l'exception des violations liées aux droits à la propriété, le mois d'octobre a été marqué par une augmentation liée aux autres catégories de violations, en particulier les violations du droit à la vie et à l'intégrité physique, par rapport au mois précédent. Les principales violations recensées sont les coups et blessures, les enlèvements ou disparitions forcées, les extorsions de biens et homicides (meurtres). Depuis début 2025, les coups et blessures restent prédominants (17 %), suivis des enlèvements/disparitions forcées (16 %) et des homicides (15%).
- Violences sexuelles basées sur le genre (VBG)** : En octobre 2025, **179** allégations de violences basées sur le genre (VBG) ont été recensées, soit une augmentation de 13% par rapport au mois précédent. 151 cas de viol, représentant près de **84%** ont été identifiés. Cette tendance reste constante et préoccupante depuis le début de l'année. Depuis le début de l'année, le monitoring commun a identifié plus de 1 015 cas de viol, représentant 10 % du total des violations identifiées dans la province.
- Atteintes aux droits à la vie** : **116** cas d'homicides ont été recensés, représentant **23%** des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique, dont 11% sont des femmes, et 34% des enfants en majorité âgés de 12 à 17 ans.
- Population affectée** : Les populations retournées restent les principales victimes, représentant **71%** des victimes. Au cours de la période, **960** violations individuelles et communautaires ont été recensées affectant celles-ci.

TENDANCES MENSUELLES



1 559

Cas de violations et abus identifiés



1 788

Victimes identifiées

CATÉGORIES DE VIOLATIONS IDENTIFIÉES



505 (32.4%)

Violations du droit à la vie et l'intégrité physique



421 (27.0%)

Violations du droit à la propriété



353 (22.6%)

Violations du droit à la liberté



179 (11.5%)

Allégations de violences sexuelles basées sur le genre



100 (6.4%)

Allégations de violations graves à l'encontre des enfants (Violations 1612)



01 (0.1%)

Violations des droits civiques et politiques

VIOLATIONS PAR TERRITOIRES & VILLES

Masisi 45.0%

Rutshuru 15.0%

Beni (Territoire) 14.6%

Lubero 9.9%

Nyiragongo 9.7%

Goma 4.4%

Walikale 1.4%

TOP 10 DES ZONES DE SANTÉ PAR VIOLATIONS

Masisi 19.1%

Kirotshe 14.6%

Nyiragongo 9.7%

Mweso 8.1%

Oicha 7.9%

Mutwanga 6.7%

Kibirizi 6.5%

Katoyi 3.2%

Rutshuru 3.1%

Birambizo 3.0%

TOP 10 DES VIOLATIONS IDENTIFIÉES

Coups et blessures 20.7%

Enlèvement ou disparition forcée 16.5%

Extorsion des biens 16.4%

Homicide (meurtre) 10.3%

Viol 9.7%

Pillage 8.0%

Travaux forcés 3.9%

Incendie 2.6%

Meurtres/Massacre et mutilations d'enfants 2.6%

Enlèvements d'enfants 1.7%

STATUT DES VICTIMES

Retournés 71.1%

Populations hôtes 19.6%

PDI's 9.1%

Autres 0.1%

Rapatriés 0.1%

PROFIL DES AUTEURS PRÉSUMÉS



40.7%

Sont des hommes en armes



17.4%

Sont des autorités civiles



40.8%

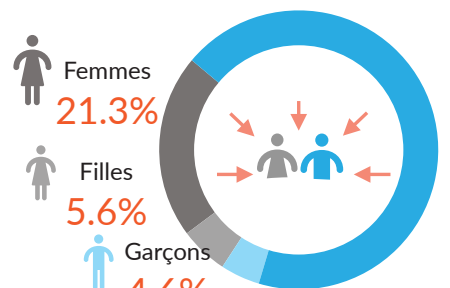
Sont des membres de la communauté et d'autres civils



1.1%

Sont des personnes inconnues/bandits

VICTIMES PAR GENRE



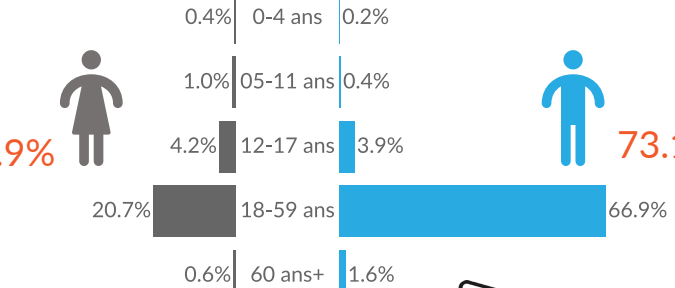
Femmes 21.3%

Filles 5.6%

Garçons 4.6%

Hommes 68.5%

PROFIL DES VICTIMES (Sexe/âge)



73.1%

Date de création : 11 novembre 2025

Sources: GTMP

Contact: codgoprotclust@unhcr.org

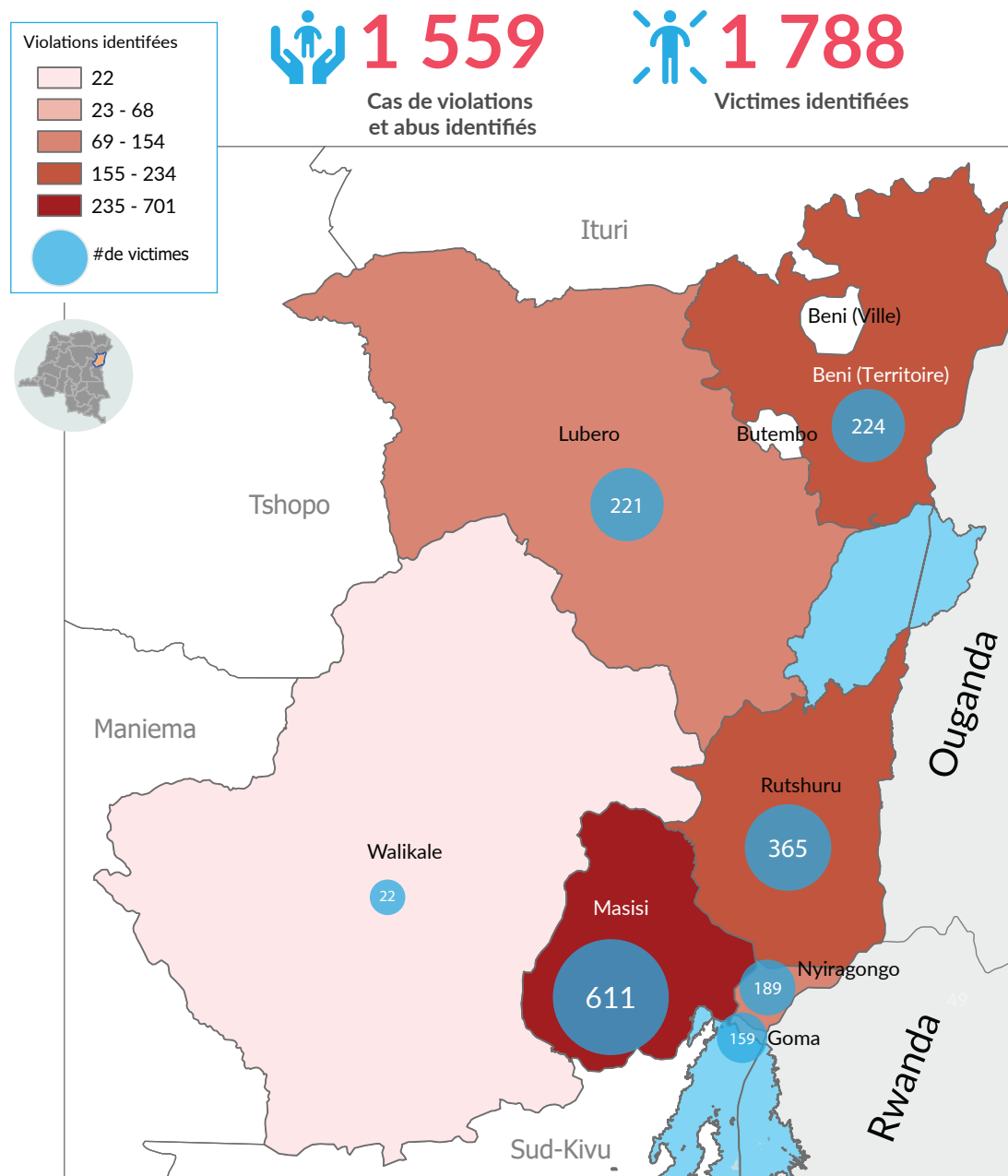
Page 2



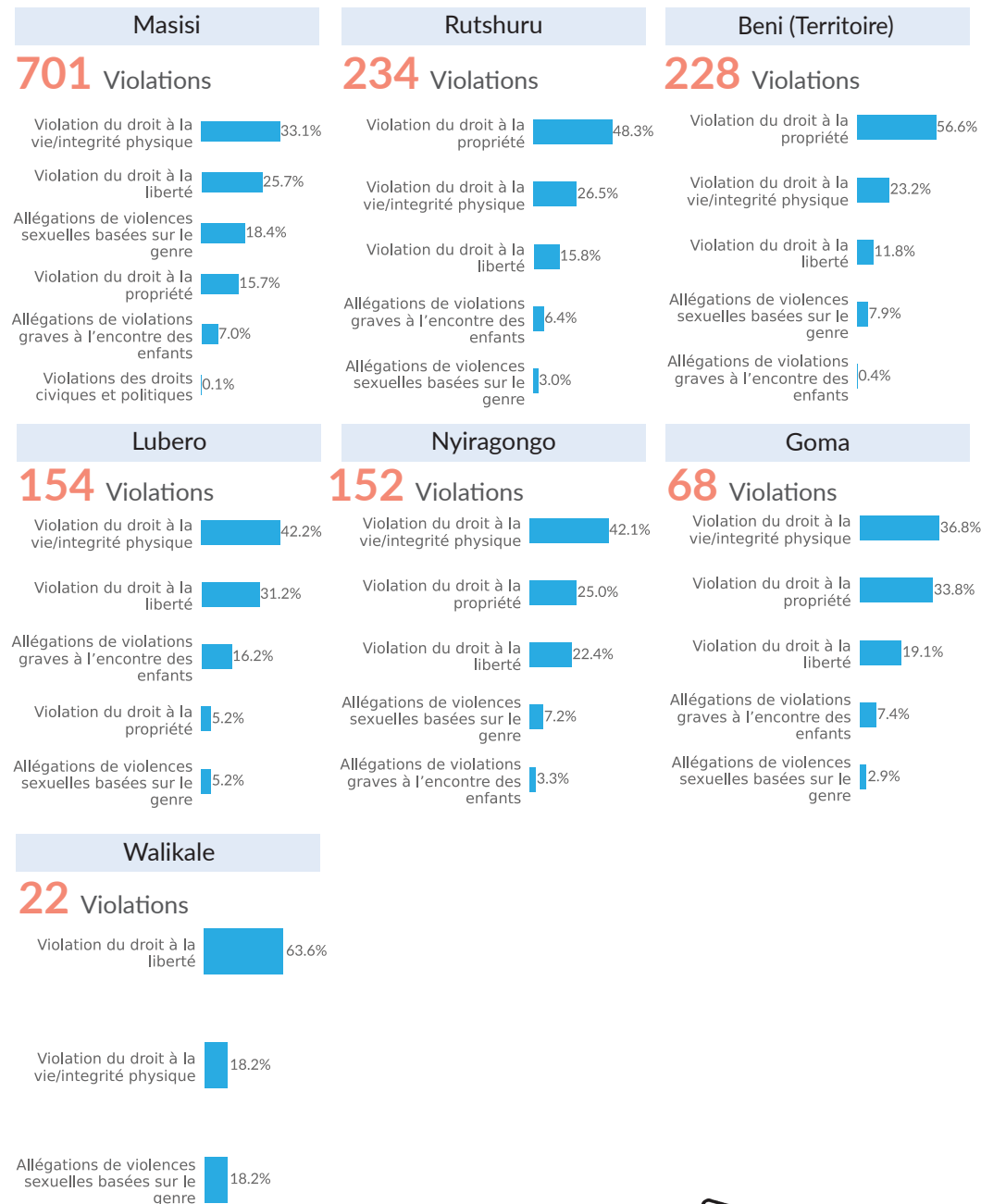
POUR PLUS D'INFO?

[Cliquez sur le lien- ReliefWeb](#)

SÉVÉRITÉ DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES



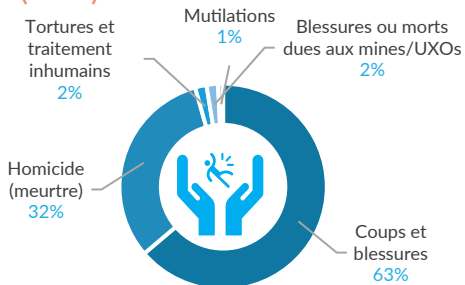
TENDANCE DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES



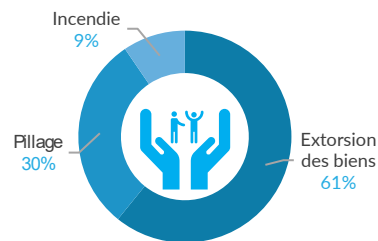
Les frontières, les noms indiqués et les désignations employés sur la carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle de l'Organisation des Nations Unies

ANALYSE PAR CATÉGORIE DE VIOLATION

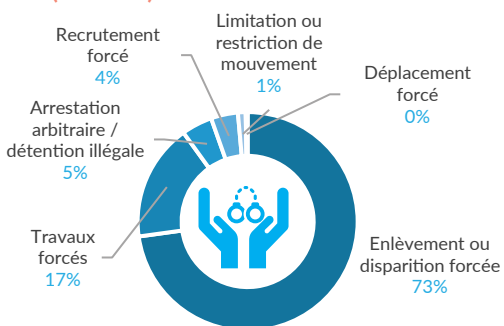
505 Violations du droit à la vie et à l'intégrité physique
(32.4%)



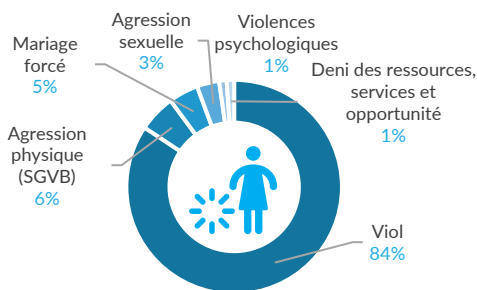
421 Violation du droit à la propriété
(27.0%)



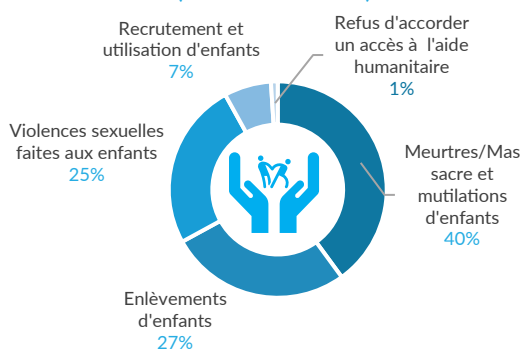
353 Violation du droit à la liberté
(22.6%)



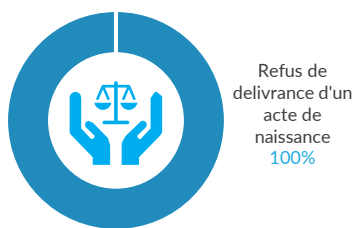
179 Allégations de violences sexuelles basées sur le genre
(11.5%)



100 Allégations de violations graves à l'encontre des enfants
(6.4%)



01 Violations des droits civiques et politiques & Conflits fonciers
(0.1%)



ANALYSE DES TENDANCES ET RISQUES DE PROTECTION

La situation sécuritaire au Nord-Kivu demeure alarmante, marquée par l'intensification des affrontements entre groupes armés. Les civils sont de plus en plus exposés à des violations graves, notamment des meurtres, enlèvements, violences sexuelles et pillages dans les territoires de Masisi, Rutshuru, Walikale et les quartiers périphériques de Nyiragongo et Goma.

Les représailles et attaques ciblant les individus soupçonnés de collaboration avec des forces armées provoquent d'importants déplacements, exacerbant la précarité des populations déplacées.

Les enfants et autres groupes vulnérables sont particulièrement exposés, notamment dans les territoires de Lubero, Beni et Massi où la présence de restes explosifs de guerre a déjà causé plusieurs décès. Dans ce cadre, les interventions prioritaires incluent la sauvegarde physique des civils, le soutien aux personnes déplacées, l'éradication des violences sexuelles ainsi que la préservation des enfants face aux risques posés par les restes explosifs de guerre.

Violences sexuelles basées sur le genre



La recrudescence des violences armées continue de compromettre la sécurité et le bien-être des femmes et des filles dans le Nord-Kivu. L'insécurité persistante, couplée à des conditions de vie précaires,

notamment la promiscuité dans les lieux d'habitation, accentue les risques de violences basées sur le genre (VBG). En octobre, les cas de viol représentaient 84 % des incidents de VBG signalés, illustrant l'ampleur de la crise. Il est donc crucial que toutes les interventions dans la province intègrent systématiquement les dimensions de genre et la protection contre les VBG, en particulier dans les zones de retour.

Protection de l'Enfant



En octobre 2025, les violences sexuelles, les meurtres, les massacres et les mutilations d'enfants figuraient parmi les risques les plus élevés selon le mécanisme de suivi.

Ces violations graves sont souvent accompagnées d'enlèvements d'enfants, qui s'intensifient dans un contexte de violence armée persistante, de fragilisation du système éducatif, de réduction des opportunités économiques et de recul de l'aide humanitaire. Le recrutement et l'utilisation d'enfants par les groupes armés demeurent toujours une préoccupation majeure.

Lutte Anti-Mines



Les affrontements armés récurrents impliquent un usage intensif d'armes lourdes, de projectiles et d'engins explosifs. En octobre 2025, 05 incidents liés aux REG ont causé 05 victimes dans les territoires de Lubero, Beni et Masisi. La présence persistante de REG et d'engins explosifs improvisés (EEI) constitue une menace grave pour l'intégrité physique des populations et limite le déploiement des activités de résilience, notamment agricoles.

Logement, Terres & Propriétés



Les violations du droit à la propriété, représentant plus de 27 % des incidents signalés en septembre, constituent un facteur majeur de risques liés à la terre et à la propriété (LTP) au Nord-Kivu. Ces violations, telles que la destruction de biens, les pillages et extorsion, demeurent fréquentes dans les zones de retour. La faiblesse des mécanismes traditionnels de règlement des différends accentue les risques de conflits fonciers, ce qui peut fragiliser la cohésion sociale et générer des tensions communautaires.

